

DELIBERATION n° 2021-52
portant sur l'organisation de la rentrée universitaire
2021-2022

Point inscrit à l'ordre du jour n° 10

Conseil d'administration du 08 juillet 2021

Vu le Code de l'éducation, notamment les articles L.712-2 6° et 7° et L.712-3 ;
Vu les Statuts de l'Université de La Réunion ;
Vu le décret n°2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;
Vu la délibération n°2020-40 du Conseil d'administration du 18 juin 2020 portant organisation de la rentrée universitaire 2020-2021 dans le cadre du plan de reprise de l'activité sur site ;
Vu l'avis du Conseil des directeurs de composantes en formation plénière en date du 1^{er} juillet 2021 ;
Vu l'avis du Comité technique d'établissement en date du 05 juillet 2021 ;

Considérant l'adaptation du plan de continuité de l'activité, suite aux travaux du groupe de travail qui s'est réuni le 22 juin 2021 ;

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration **rendent un avis favorable sur l'organisation de la rentrée universitaire 2021-2022, en pièce jointe.**

<u>Résultat du vote</u>								
Vote	électronique							
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :	34							
N'ayant pas pris part au vote	0							
Nombre de voix	pour	32	contre	0	abstention(s)	2	refus	0

Fait à Saint-Denis le **12 juillet 2021**
Le Président de l'Université de La Réunion

Professeur Frédéric MIRANVILLE

Transmis à la Rectrice de la Région académique de La Réunion, Chancelière des universités, le

16 JUL. 2021

Publié au *Recueil des actes administratifs* de l'Université de La Réunion, le **16 JUL. 2021**

Plan de continuité de l'activité (PCA)

Organisation de la rentrée 2021-2022

Juin 2021 – Document susceptible de modifications

Approuvé au CTE du 05 juillet 2021 et au CA du 08 juillet 2021

Sommaire

1. Contexte de la rentrée 2021-2022	3
2. Principes et éléments de cadrage généraux	4
3. Modalités pédagogiques	5
3.1. Un plan d'action pédagogique basé sur des activités d'enseignement hybrides et privilégiant la co-multimodalité	5
3.2. Un accompagnement renforcé pour les filières à fort effectif et les étudiants nouvellement inscrits ou en situation spécifique	6
3.3. Les outils numériques pour les enseignements en distantiel et l'accompagnement des services support	7
3.4. Déroulement des cursus et services aux étudiants	8
4. Utilisation des locaux et protocoles sanitaires	10
5. Modalités de travail et instances de gouvernance	11
6. Annexes	12
6.1. Annexe 1 : Circulaire ministérielle pour l'organisation de la rentrée 2021-2022	13
6.2. Annexe 2 : Fiche DGESIP sur l'hybridation des enseignements	18

1. Contexte de la rentrée 2021-2022

La rentrée universitaire 2021-22 reste tributaire de l'évolution épidémique marquée par la circulation à un rythme toujours soutenu du virus et un faible taux de couverture vaccinale sur le territoire.

Le taux d'incidence reste élevé (140/100 000 contre 72 en métropole) aggravé par la présence de plusieurs variants (delta et gamma) très contagieux. En outre, la couverture vaccinale (de l'ordre de 20% concernant la 1^{ère} dose et de 10% la 2^{ème} dose) reste faible par rapport aux indicateurs nationaux

De plus, le retour sur le territoire des personnels et des étudiants amenés à se déplacer dans des zones à risque ainsi que les regroupements familiaux de la période estivale (identifiés comme les principales sources de clusters) sont des risques supplémentaires qui incitent à la prudence lors de la prochaine rentrée universitaire.

Il y a lieu par conséquent d'adapter le PCA¹ adopté par nos instances sur les mêmes bases de prudence que la précédente rentrée et en prenant toutes les précautions nécessaires afin de protéger la santé de nos étudiants et des personnels.

L'adaptation du PCA en ce qui concerne les activités d'enseignement, d'administration et de recherche sont issus des travaux du groupe de travail (GT) COVID 19 mis en place et animé par le DGSI qui s'est réuni le 22 juin pour réfléchir et proposer les adaptations nécessaires, dans le respect des orientations définies par l'équipe présidentielle.

Ce GT a permis de recueillir les attentes de l'ensemble des composantes, directions et services de l'établissement. Il a également permis de fournir des éléments de réponse aux principales interrogations relatives aux conditions concrètes d'accueil des étudiants, de leur accompagnement et de leur suivi, d'enseignement et d'évaluation pour cette rentrée universitaire.

Dans ce cadre et dans la continuité des mesures du PRAS² initial, mesures adaptées par la suite pour la rentrée janvier 2020-21, il y a lieu de réactualiser les principes applicables et le cadrage des activités administratives, pédagogiques et de recherche pour le premier semestre en fonction de l'évolution épidémique, en adéquation avec les mesures prises par les autorités sanitaires et les décisions gouvernementales à venir (cf. annexe 1).

La version proposée a été soumise à l'avis du CTE du 05 juillet et au Conseil d'Administration du 8 juillet 2021.

Elle constitue la phase IV du plan de reprise de l'activité sur site (PRAS) de l'Université de La Réunion, qui a recueilli un avis favorable au Conseil d'Administration en date du 14 mai 2020.

¹ Plan de continuité de l'activité

² Plan de reprise de l'activité sur site, volet du PCA dédié à la rentrée 2020-2021

2. Principes et éléments de cadrage généraux

La priorité fixée au groupe de travail sur l'organisation de la rentrée universitaire 2021-2022 demeure celle de la protection de la santé des personnels et des étudiant.e.s de l'établissement basée sur une vigilance renforcée dans la mise en œuvre des mesures de protection sanitaire compte tenu de la croissance des effectifs et notamment d'un nombre important de primo-arrivants à cette rentrée.

Les trois principes qui ont guidé l'élaboration du PRAS de la dernière rentrée sont toujours applicables :

- **Le principe de précaution :**
 - Les conditions sanitaires étant incertaines à la rentrée 2021-2022, il s'agit de prévenir l'apparition de clusters sur le domaine universitaire en appliquant strictement les mesures barrières précisées dans le protocole sanitaire, ce dernier s'appliquant de plein droit aux étudiants dans tous les locaux de l'université sur l'ensemble des sites universitaires. Ce document, consultable sur le site intranet et sa déclinaison particulière au niveau de chaque structure interne de l'établissement, prévoit les mesures suivantes :
 - *Le respect de la distanciation sociale,*
 - *L'application des gestes barrières,*
 - *La limitation du brassage des usagers,*
 - *Le nettoyage et la désinfection des locaux et matériels,*
 - *Le port du masque obligatoire,*
 - *La communication, l'information auprès des agents et des usagers.*
 - Afin de renforcer le dispositif précédent, la mise en œuvre de campagnes de vaccination mensuelles sur les campus sur les mêmes modalités que celles de juin 2021 (vaccinobus) est prévue ;
 - La jauge d'accueil en présentiel reste fixée à la capacité des salles calculées en retirant un siège sur deux pour l'ensemble des cours magistraux et des travaux dirigés (hors travaux pratiques) ;
 - Le Plan de continuité pédagogique (PCP) est poursuivi en vue de capitaliser sur les modalités en distanciel déployées dans le cadre du confinement et de permettre l'amélioration des outils, des contenus et des méthodes utilisées ;
 - La démarche qualité engagée l'année précédente est poursuivie s'agissant de mieux accompagner les équipes pédagogiques et les étudiants aux outils déployés pour l'enseignement à distance et de continuer à réduire la fracture numérique par la mise à disposition de matériel dédié ;
 - Les formations de premier cycle sont adaptées au contexte, avec une attention particulière pour les néo-bacheliers qui restent prioritaires pour le présentiel.
- **Le principe d'adaptation des enseignements, en privilégiant l'hybridation :**
 - Dans ce contexte, une reprise de l'enseignement en présentiel pour la prochaine rentrée nécessite toujours une adaptation des enseignements de formations initiale et continue, ainsi qu'un usage toujours contraint des locaux, ceci afin de respecter le protocole sanitaire mis en place pour protéger la santé des personnels et des usagers. Ce principe est décliné infra.

- **Le principe d'accompagnement :**

- Il convient d'accorder une attention soutenue aux publics spécifiques et en particulier les porteurs de handicap et les étudiants internationaux : ces publics demeurent prioritaires pour l'enseignement en présentiel.
- Les étudiants internationaux font l'objet d'un suivi renforcé de même que d'un accompagnement resserré.
- Le retour en présentiel de l'ensemble des personnels doit être privilégié. Cependant un aménagement des horaires et le recours au télétravail reste admis pour l'ensemble des personnels, dès lors que les conditions le permettent et dans le cadre des possibilités offertes par la charte de télétravail.
- Le plan de soutien social et psychologique des étudiants qui a été déployé en 2020 reste applicable.
- Par ailleurs, le fonctionnement général de l'établissement doit être adapté à ces nouvelles contraintes en utilisant toutes les potentialités qu'offre la transition numérique.

Enfin, l'ensemble des orientations mentionnées dans le présent document s'entendent sous réserve des conditions sanitaires effectives constatées à la rentrée de mi-août 2021 et des recommandations du MESRI³.

3. Modalités pédagogiques

3.1. Un plan d'action pédagogique basé sur des activités d'enseignement hybrides et privilégiant la co-multimodalité

Les activités d'enseignement en présentiel devront respecter les règles de distanciation physique (1 m avec port du masque) et tenir compte de la capacité d'accueil ajustée des locaux d'enseignement pour ce qui est des cours magistraux (CM) et des travaux dirigés (TD). Ces derniers voient en effet **leurs capacités d'accueil effective réduite d'environ 50%** par rapport à leur capacité nominale en retirant un siège sur deux. Pour les travaux pratiques, aucune jauge n'est appliquée sous condition de port du masque.

Dans ce cadre, il est demandé aux équipes pédagogiques de privilégier la mise en œuvre de l'hybridation des formations, mêlant accueil en présentiel et dispense en distanciel des formations, en favorisant autant que faire se peut la co-multimodalité (cf. annexe 2).

La co-multimodalité consiste à utiliser en simultanée la dispense de formation en présentiel et en distanciel, de façon synchrone (les publics en présentiel et en distanciel en même temps) ou asynchrone (les publics en présentiel et en distanciel en temps décalé).

Compte-tenu de la capacité d'accueil ajustée des locaux d'enseignement, **une rotation des effectifs doit être opérée afin de respecter le principe d'égalité de traitement des étudiant(e)s.**

³ Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation

Le ratio d'hybridation devra être défini par les équipes pédagogiques dans une fourchette allant de 0% à 100% en fonction des capacités d'accueil effectives dont ils disposent et des spécificités des formations qu'ils proposent.

Dans tous les cas et conformément aux principes mentionnés au paragraphe 2, l'accueil et l'encadrement en présentiel sera réservé prioritairement aux néo-entrants de premier cycle et en particulier à ceux de première année, dont la connaissance récente de l'environnement et des modalités pédagogiques universitaires nécessitent un accompagnement renforcé.

Dans tous les cas, le ratio d'hybridation pourra être modulé par l'enseignant en fonction de la configuration des équipements des salles de cours et amphithéâtres dès lors que les mesures barrière sont préservées. Les enseignants qui le souhaitent peuvent basculer leur cours/TD/TP en 100% distanciel, dès lors que les conditions de respect des mesures barrières ne sont plus réunies.

3.2. Un accompagnement renforcé pour les filières à fort effectif et les étudiants nouvellement inscrits ou en situation spécifique

Pour les filières à forts effectifs, notamment en L1, des dispositifs d'accompagnement pédagogique des étudiants seront mis en place. Les formations de premier cycle et les néobacheliers devront bénéficier d'un encadrement en présentiel plus important quelle que soit la modalité retenue pour l'enseignement, pour les former aux méthodes de travail universitaire et ainsi les aider dans l'apprentissage de l'environnement et des modalités pédagogiques universitaires.

Il sera important de veiller à maintenir les meilleures conditions de réussite pour ces étudiants et de porter un regard particulier aux publics fragiles et spécifiques, dont les étudiants internationaux, et à ceux qui souffrent de la fracture numérique.

Tout doit être mis en œuvre au niveau des composantes pour identifier ces étudiants en difficulté **afin qu'ils puissent élarger au dispositif de prêt de matériel informatique** que l'université a mis en place avec ses partenaires : environ 500 ordinateurs connectés sont disponibles et empruntables auprès du SCD (pour une durée en fonction des besoins des étudiant(e)s) sur les sites du TAMPON et MOUFIA).

En particulier, un accompagnement renforcé doit être proposé, sur le plan numérique, pour les étudiants internationaux afin de faciliter leur accès à l'environnement numérique de travail et de leur permettre de suivre, dans les meilleures conditions, les cours réalisés à distance.

Les emplois du temps seront adaptés en conséquence, avec une répartition du temps de travail hebdomadaire des étudiants sur la base du volume maquette des UE avec mention « distanciel » ou « présentiel » dans l'emploi du temps.

Dans un esprit de solidarité, tous les enseignements pouvant être réalisés à distance doivent l'être, pour ainsi offrir les possibilités d'une partie de présentiel aux enseignements qui ne peuvent être réalisés autrement.

Toujours dans le but de respecter le principe d'égalité de traitement des étudiant.e.s, une adaptation des modalités de contrôle des connaissances et des compétences devra être adoptée à l'avenir.

3.3. Les outils numériques pour les enseignements en distantiel et l'accompagnement des services support

Pour renforcer l'hybridation pédagogique, il s'agira de poursuivre l'intégration du numérique dans les pratiques pédagogiques.

Aujourd'hui, avec l'intensification observée au sein de l'établissement des usages du numérique, ce sont plus de 2500 cours qui sont disponibles sur la plateforme pédagogique développée par les services de l'université. Tous les outils d'enseignement à distance qui continueront à être développés et renforcés devront être mobilisés pour assurer l'hybridation des enseignements :

- Généralisation du logiciel ZOOM pour les solutions synchrones ;
- Poursuite de l'extension à terme de produits (type UBICAST) permettant de développer de l'enseignement en mode asynchrone et l'hébergement des contenus multimédias ;
- Le catalogue des solutions présentées dans le PCP (exemple : création de cours sur MOODLE) reste mobilisable très rapidement par tous les enseignants quel que soit leur statut et enseignants chercheurs. Idem pour les outils de Web conférence (synchrones et asynchrones) ;
- Finalisation des opérations visant à équiper les composantes de solutions rapides à installer, opérationnelles à très bref délai permettant de réaliser de la captation et de redistribution en simultané ;
- Acquisition de solutions plus sophistiquées permettant d'augmenter la qualité, de ne plus avoir à gérer de prêt d'ordinateurs portables aux enseignants et surtout de rendre la communication bidirectionnelle : un étudiant dans l'amphithéâtre peut interagir avec l'enseignant et l'interaction est captée par le dispositif permettant d'éviter que l'enseignant ne reste statique dans la salle (en face de son ordinateur) ;
- Poursuite de la généralisation des outils permettant des formations accessibles entièrement à distance, ou en co-modalité ;
- Proposition de modules d'accompagnement aux composantes, en particulier pour les enseignants vacataires, dans la mise en place d'un enseignement à distance ;
- Finalisation des opérations d'acquisition des petits équipements nécessaires (casques, micros, ordinateurs...) pour l'extension de solutions déjà opérationnelles. A cet égard, les composantes feront remonter à la présidence toutes leurs demandes sur ce champ en indiquant leur capacité budgétaire actuelle correspondante ;
- Pour éviter la dispersion des ressources, le comité du numérique mis en place sous l'égide de la CPU a dressé un panorama des ressources numériques externes mobilisables par les établissements via la plate-forme FUN ;
- Inscription de l'UR dans le catalogue des formations à distance dans le cadre de la convention nouée avec CAMPUS France afin d'élargir les ressources en ligne ;

Cette transition numérique nécessite un accompagnement à la formation des enseignants qui a été mis en place sous des formes multiples : webinaires, guides/fiches pratiques, didacticiels, modes d'emploi, formations des enseignants à la pédagogie active (numérique, à distance...).

Ces accompagnements mobiliseront l'ensemble des acteurs de l'établissement dont les services.

Dans le cadre de l'utilisation de ces outils, la mutualisation des installations et des infrastructures entre composantes devra être recherchée.

Les services support de la DAMAN, D2IP et de la DSI, ainsi que l'Institut Indianocéanique du numérique (2IN), le VP UDN et le Chargé de mission université numérique en Région restent pleinement mobilisés pour apporter aux équipes pédagogiques le support technique et le soutien nécessaires.

3.4. Déroulement des cursus et services aux étudiants

Les réunions de rentrée doivent être maintenues, sous d'autres modalités que le seul présentiel si nécessaire. Il y a lieu de conserver en l'adaptant, sous forme de petits groupes, la phase d'intégration des étudiants permettant l'information des étudiants sur les consignes sanitaires à suivre et les nouvelles formes de leur enseignement.

Une attention particulière devra être portée aux nouveaux étudiants. La distanciation physique nécessitera une adaptation du parcours d'intégration.

L'établissement mettra en œuvre une campagne de communication à grande échelle pour prévenir les étudiants des premières modalités de leur rentrée avant de rejoindre le site en présentiel.

Conformément à la réglementation, les modalités de contrôle des connaissances devront être adoptées au plus tard dans le mois suivant la rentrée. Dans cette optique, le contrôle continu devra être privilégié. Il est recommandé de prévoir dès ce stade différentes options en fonction des évolutions possibles de la situation sanitaire.

Il y a lieu parallèlement de réfléchir aux conditions d'évaluation (en ligne ou en présentiel). Plus les évaluations se feront en contrôle continu, moins la session d'examen de fin de semestre sera complexe à organiser.

Les formations débouchant sur des certifications en présentiel seront maintenues en tenant compte des capacités des salles.

En ce qui concerne les stages, l'activité à distance est à privilégier. Cependant des stages en présentiel pourront néanmoins être effectués par les étudiants lorsque le télétravail est estimé ni possible, ni pertinent.

Ce stage requiert toutefois de la part de l'organisme d'accueil un strict respect du protocole national de déconfinement édité par le Ministère du travail et, le cas échéant, des fiches métiers associées. Une attention particulière sera portée par l'établissement d'enseignement au respect de ce protocole (obligation de moyens et non de résultat). A cet égard, il est conseillé d'indiquer dans la convention de stage le nécessaire respect des mesures d'hygiène et sécurité strictes par la structure d'accueil et le stagiaire. Une fiche établie par la DGESIP précise les recommandations dans ce domaine.

L'accomplissement d'un stage à l'étranger dans un pays infecté par le virus est possible dès lors que la structure d'accueil s'engage au respect des mesures d'hygiène et de sécurité dans des conditions similaires à celles définies ci-dessus.

L'organisation et la participation à des colloques et séminaires devront rester exceptionnelles et les rencontres scientifiques à distance devront être privilégiées. De même, un rythme normal des soutenances de thèses pourra avoir lieu, le cas échéant en recourant à la visioconférence, compte tenu de la campagne de qualification.

Les inscriptions administratives et paiements des droits d'inscription se feront prioritairement sous forme dématérialisée. Cependant les chaînes d'inscriptions qui pourront être mises en place devront respecter le protocole sanitaire. Il y a lieu de se référer à la note d'organisation de la DEPF disponible sur le site internet de l'université.

Les locaux dédiés à la vie étudiante seront ouverts aux usagers, dans des conditions permettant le respect des consignes sanitaires. Les associations étudiantes sont responsables de la mise en œuvre des consignes sanitaires au sein des locaux qui leur sont attribués. Chaque association étudiante communiquera à l'administration ses modalités de fonctionnement définies conventionnellement entre elles et l'établissement hébergeur.

Dans la continuité des mesures mises en œuvre dans le cadre du PRAS, le SCD ouvrira l'ensemble de ses services aux usagers, dans des conditions permettant le respect des consignes sanitaires. Cependant il faut noter que les capacités d'accueil des espaces de lecture se trouvent réduites en raison de l'application des consignes sanitaires. Aussi, le SCD pourra être conduit à définir des règles de priorisation des publics en fonction des catégories d'usagers. Tant que le déconfinement total ne sera pas prononcé, la fourniture à distance de la documentation électronique et le prêt devront rester privilégiés

Le restaurant universitaire sera à nouveau accessible à la rentrée dans des conditions et dans le respect des règles sanitaires qui seront précisées par le conseil d'administration du CNOUS du 4 juillet.

L'accès aux autres espaces collectifs au service des usagers ou des agents (espaces de coworking, gymnase, DOFIP, etc.) devra respecter les consignes sanitaires. L'accès aux espaces sportifs pourra être accordé de façon prioritaire à certains publics, par exemple dans le cadre des enseignements.

Dans la continuité des actions d'accompagnement des étudiants en matière de santé mises en œuvre pendant le confinement, il y a lieu :

- De poursuivre le recours à la téléconsultation, afin de maintenir un accès aisé aux soins pour les étudiants,
- De reconduire les dispositifs préventifs mis en place par le service qualité de la vie sur le campus et curatifs (consultations au SUMPPS, auprès de la médecine de prévention etc.)
- D'avoir une vigilance accrue en matière de prévention des addictions et des risques liés aux événements festifs. En effet, le confinement peut avoir accentué certaines pratiques addictives tandis que l'arrivée sur les campus, après une longue période de distanciation physique, pourrait conduire à certaines pratiques à risque.

L'accueil et l'accompagnement des étudiants porteurs de handicap feront l'objet d'une attention particulière et d'aménagements spécifiques prenant en compte la nature du handicap.

Les soirées ou week-end d'intégration pourront présenter des difficultés au regard de la pandémie et autres risques associés à ce type de soirées. Ils sont fortement déconseillés. Les recommandations du ministère de l'Intérieur concernant les rassemblements festifs en période de crise covid-19 devront être prises en compte.

4. Utilisation des locaux et protocoles sanitaires

La capacité d'accueil maximum des salles de cours, TD et TP est déterminée de manière à respecter la distanciation physique d'au moins un mètre entre les tables individuelles (ou entre les espaces individuels de travail).

Les circulations seront aussi sécurisées que possible à l'intérieur même d'une salle, et en sortie, en particulier dans les amphithéâtres. En vue d'éviter les croisements, des consignes de circulation pourront être données (sens obligatoire, ordre de remplissage et d'évacuation des rangées, limitation des changements de lieux d'enseignement, "sorties" échelonnées sur un laps de temps prenant en compte la distanciation ...). Pour accompagner des mesures, les équipements complémentaires nécessaires (marquage au sol, signalétiques, etc.) peuvent être engagées sur le budget de la composante, avec la mention « covid » sur le bon de commande.

Dans tous les cas, le port du masque reste obligatoire et devra être imposé. Il incombe aux usagers de se doter des masques qui leur seraient nécessaires. Cependant un lot de masques est disponible à l'entrée du campus en cas de besoin et dans la limite des capacités de l'établissement.

Dans les autres espaces, les usagers et les personnels sont informés des capacités d'accueil et des mesures sanitaires à appliquer et tenus de les respecter par l'apposition sur la porte de la salle des capacités maximales à respecter.

Les salles doivent être ventilées naturellement ou mécaniquement, dans le respect des consignes sanitaires spécifiques applicables. La désinfection ainsi que le nettoyage et la ventilation naturelle doivent être assurés de façon régulière. Des demandes ponctuelles de désinfection après la rotation des cours pourront être faites auprès de la DLR3. De même, les sanitaires étant des zones à risques pour la transmission possible du virus devront donc faire l'objet d'une attention particulière, tant du point de vue de leur accès que de leur nettoyage/désinfection.

Dans ce cadre, la campagne de vaccination déjà mises en place courant juin 2021, sera continuée dès la rentrée accompagnée de la délivrance aux personnels et aux étudiants d'autotests nasaux.

5. Modalités de travail et instances de gouvernance

La charte de télétravail de l'établissement sera mise en œuvre via la GED avec bienveillance en tenant compte de la situation sanitaire (possibilité de déroger aux 3 jours/semaine). D'autres possibilités seront offertes aux personnels, en accord avec leur responsable hiérarchique.

La fin des activités pédagogiques, administratives, techniques et de recherche en présentiel est rétablie aux horaires normaux.

Le fonctionnement des instances se fera prioritairement en distanciel, excepté le cas des séances qui nécessitent obligatoirement le présentiel. Dans ce dernier cas, les mesures barrières (port du masque, effectif maximum et distanciation en particulier) seront strictement respectées.

L'outil question.direct sera mis à disposition des composantes et services pour faciliter la tenue et les opérations de vote des instances internes en distanciel, tirant parti d'un nombre de licences passé de 5 à 15 depuis le renouvellement de notre abonnement.

6. Annexes

6.1. Annexe 1 : Circulaire ministérielle pour l'assouplissement des mesures sanitaires



Direction générale de
l'enseignement supérieur
et de l'insertion professionnelle

Paris, le 18 mai 2021

La ministre de l'enseignement supérieur,
de la recherche et de l'innovation

à

Mesdames et Messieurs
les présidents et directeurs des établissements
d'enseignement supérieur,
la présidente du centre national et les directeurs généraux
des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires

s/c

Mesdames et Messieurs les recteurs de région académique
et les recteurs délégués pour l'enseignement supérieur,
la recherche et l'innovation

Objet : élargissement des activités permises dans les établissements d'enseignement supérieur à compter du 19 mai dans le cadre de l'assouplissement des mesures sanitaires

Le 29 avril dernier, le Président de la République a annoncé une reprise progressive des activités, compte tenu de l'amélioration de la situation sanitaire, de l'avancement de la campagne de vaccination, et concernant l'enseignement supérieur, du déploiement des campagnes de tests antigéniques et d'autotests.

La présente circulaire actualise en conséquence, pour la période courant jusqu'à la fin de l'année universitaire, les mesures figurant dans les circulaires ministérielles des 3 avril 2021, 1^{er} mars 2021, 22 janvier 2021, 19 décembre 2020, 30 octobre 2020 et 7 septembre 2020 qui s'inscrivent dans le cadre réglementaire défini par le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020.

1/ Elargissement des enseignements présentiels et de l'accueil en bibliothèque à partir du 19 mai

■ **Elargissement des enseignements présentiels** : à compter du 19 mai, les établissements d'enseignement supérieur peuvent accueillir les étudiants dans la limite de 50% de leur capacité d'accueil globale (au lieu de 20% jusqu'à présent) et de 50% de la jauge de chaque salle (comme jusqu'à présent).

■ **Les bibliothèques universitaires** – Les bibliothèques universitaires peuvent accueillir les étudiants, en demi-jauge et sur rendez-vous au plus tard jusqu'à l'heure du couvre-feu en vigueur (soit 21 heures entre le 19 mai et le 8 juin, 23 h du 9 juin au 30 juin).

Adaptation de l'obligation de la quarantaine pour les documents en retour de prêt : Comme indiqué dans le protocole révisé applicable aux bibliothèques territoriales, la fin des mesures de quarantaine est autorisée pour les documents en retour de prêt, les dernières études disponibles sur la propagation du Covid-19 par les surfaces revoyant très fortement à la baisse ce mode de contagion. Le lavage systématique des mains après chaque période de manipulation de documents reste impératif.

■ **Rappel – Les examens** peuvent être à nouveau organisés en présentiel depuis le 3 mai, dans le cadre du strict respect du protocole sanitaire qui vient d'être actualisé et avec port du masque permanent par tous. Les concours peuvent se tenir dans les mêmes conditions.

Les étudiants Covid + ou cas contacts qui ne pourraient se présenter aux examens doivent pouvoir bénéficier d'une session de substitution dans les deux mois (congés d'été déduits) qui suivent leur absence dûment justifiée – avec un délai de prévenance de 14 jours.

■ **Rappel – Respect des gestes barrières** – L'ensemble des gestes barrières doivent continuer à être strictement appliqués. Il est notamment rappelé que :

- le masque de catégorie grand public filtration supérieure à 90% ou chirurgical doit impérativement être porté par les personnels et les usagers en intérieur et en extérieur.
- une distance physique d'au moins 1 mètre entre individus debout ou d'au moins 1 mètre ou 1 siège entre individus assis doit être respectée. Cette distance est portée à au moins deux mètres lorsque le masque ne peut être porté : espaces de restauration assise et tout moment où l'on mange, boit ou fume.

■ **Rappel – aération**

Il convient d'aérer les locaux par une ventilation naturelle ou mécanique en état de marche (portes et/ou fenêtres ouvertes autant que possible, idéalement en permanence si les conditions le permettent et au minimum plusieurs minutes toutes les heures). Lorsque cela est possible, privilégier une ventilation de la pièce par deux points distincts (porte et fenêtre par exemple).

Il est recommandé de recourir à des dispositifs de mesure du dioxyde de carbone (gaz carbonique – CO₂) dans l'air (indice ICONE de confinement) afin de monitorer un renouvellement optimal de l'air : une mesure de CO₂ supérieure à un seuil de 800 ppm doit conduire à agir en termes d'aération/renouvellement d'air et/ou de réduction du nombre de personnes admises dans la pièce. Au-delà de 1000 ppm, l'évacuation du local doit être proposée le temps d'une aération suffisante pour retrouver des niveaux de CO₂ inférieurs à 800 ppm. La mesure du CO₂ dans l'air doit être effectuée à des endroits significatifs de la fréquentation et à des périodes de réelle fréquentation chargée.

2/ Reprise d'autres activités

■ **Activités sportives comprises ou non dans les formations**

Etaient déjà autorisées :

- les activités sportives intégrées dans les cursus de formation tant en intérieur qu'en extérieur
- depuis mars, les activités sportives hors formation pratiquées en extérieur, à l'exception des sports collectifs et de combat

A compter du 19 mai, sont également autorisées :

- les activités sportives hors formations en espace clos, hors sports de contact, dans la limite de 50% de la capacité d'accueil et dans le respect des protocoles sanitaires définis par le ministère chargé des sports¹.

A partir du 9 juin seront également autorisés

- les sports de contact hors formation pratiqués en extérieur, dans le respect des protocoles sanitaires définis par le ministère chargé des sports.

A partir du 30 juin seront également autorisés

- les sports de contact hors formation pratiqués en intérieur, dans le respect des protocoles sanitaires définis par le ministère chargé des sports.

■ **Pratiques artistiques non comprises dans les formations**

Les pratiques artistiques hors formations peuvent reprendre selon le calendrier suivant :

- A compter du 19 mai : toutes les pratiques artistiques sauf la pratique de l'art lyrique en groupe et la pratique de la danse
- A compter du 9 juin : les pratiques précédentes ainsi que la danse (sans contact)
- A partir du 30 juin : l'ensemble des pratiques

Ces pratiques doivent se dérouler dans le respect des protocoles définis par le ministère chargé de la culture, disponibles sur son site internet². Lorsqu'elles sont organisées en espace clos, le nombre de participants ne peut dépasser 50% de la capacité d'accueil.

■ **Organisation d'événements et manifestations scientifiques, culturels, sportifs**

A compter du 19 mai peuvent être organisés dans les établissements et accueillir des participants extérieurs aux établissements :

- les rencontres, conférences, colloques et séminaires scientifiques
- les événements et manifestations culturelles ou sportives
- les rencontres et réunion de présentation des établissements et d'orientation pédagogique

La distance physique énoncée au point 1 s'applique. Les spectacles et compétitions sportives tant à l'intérieur qu'à l'extérieur ne peuvent accueillir qu'un public assis, avec respect d'une distance de 1 mètre ou 1 siège entre individus assis, dans la limite :

- de 800 spectateurs en intérieur ou de 1000 spectateurs en extérieur jusqu'au 8 juin,
- puis dans la limite de 1000 spectateurs en intérieur et extérieur à partir du 9 juin

Lorsque ces événements sont ouverts à des participants extérieurs aux usagers et personnels des établissements, ils doivent respecter une jauge de 35% de la capacité d'accueil des espaces concernés entre le 19 mai et le 8 juin, puis de 50% à partir du 9 juin.

Les expositions doivent respecter une jauge de 8m² par visiteur entre le 19 mai et le 8 juin, puis de 4m² du 9 au 30 juin.

L'accès aux espaces permettant des regroupements est interdit, sauf s'ils sont aménagés de manière à garantir le respect des distances physiques mentionnées au point 1.

Les protocoles sanitaires définis par les ministères chargés des sports et de la culture pour les activités sportives et culturelles s'appliquent.

Les organisateurs de ces différentes manifestations doivent indiquer aux chefs d'établissements et aux participants comment les consignes en vigueur au moment de l'événement seront prises en compte et préciser quels moyens seront mis en place pour vérifier qu'elles seront respectées.

¹ <https://www.sports.gouv.fr/pratiques-sportives/covid19/application-des-decisions-sanitaires-pour-le-sport-a-partir-du-03-avril/>

² <https://www.culture.gouv.fr/Media/Medias-creation-rapide/Guide-d-aide-a-la-reprise-DGCA>

3/ Application du couvre-feu

Depuis le 3 mai, les restrictions de déplacement en journée ont été supprimées.

Les heures de couvre-feu (actuellement 19H-6H) seront modifiées :

- du 19 mai au 8 juin : 21H – 6H
- du 9 juin au 30 Juin : 23h – 6H

La levée du couvre-feu est prévue à compter du 1^{er} juillet.

Jusqu'au 30 juin, durant les heures de couvre-feu, sont autorisés les déplacements des étudiants pour se rendre de leur domicile au lieu d'étude ou de formation (y compris les lieux de stage), ou des candidats pour se rendre à des examens et concours. De même, les personnels qui doivent accomplir leurs missions sur site peuvent s'y rendre.

Etudiants et personnels doivent continuer de se munir des attestations disponibles sur le site du ministère de l'intérieur ou sur l'application TousAntiCovid ainsi que de tout justificatif attestant du motif de leur déplacement.

4/ Tests

La stratégie de tests déployée dans les établissements depuis février avec les tests antigéniques et depuis mai avec les autotests doit continuer d'accompagner la mise en œuvre de l'élargissement de l'accueil des usagers permis à partir du 19 mai, conformément aux circulaires MSS-MESRI du 21 janvier 2021 et du 16 avril 2021.

Pour mémoire, l'offre de tests antigéniques aux étudiants et aux personnels leur permet de se faire tester dès que possible au moindre doute, c'est-à-dire lorsqu'ils ressentent des symptômes de la covid ou ont eu des contacts à risque. La mise à disposition d'autotests permet à chacun de réaliser soi-même un prélèvement. Ils s'utilisent en complément des tests antigéniques. Ils sont en effet destinés à des personnes asymptomatiques qui n'ont pas eu de contacts à risque. Ils présentent un intérêt s'ils sont utilisés à large échelle et de façon répétée pour détecter le plus précocement possible les cas de contagion, permettre leur isolement et l'identification de leurs contacts à risque (contact tracing) conformément à la stratégie « Tester – Alerter – Protéger » (TAP).

Tous les établissements d'enseignement supérieur peuvent se procurer des autotests auprès des fournisseurs référencés par le ministère de la santé dont la liste est consultable sur le site : <https://covid-19.sante.gouv.fr/tests>. Cette liste est mise à jour régulièrement.

Les établissements publics et les EESPIG peuvent également s'approvisionner auprès de l'UGAP en contactant l'agence UGAP dont ils dépendent.

Les commandes passées par les établissements publics sous tutelle MESRI, auprès de l'UGAP ou auprès des fournisseurs référencés par le ministère de la santé, seront remboursés par le MESRI à ces établissements au tarif pratiqué par l'UGAP (3,90 € par test).

Il est demandé aux établissements de transmettre aux recteurs de région académique et aux recteurs délégués pour l'ESRI leur stratégie de communication à destination des étudiants et des personnels concernant les autotests ainsi que de les informer chaque semaine des dispositifs de communication déployés à cette fin.

5/ Vaccination

■ Personnels

Dans le cadre de la stratégie nationale de vaccination, sans attendre l'ouverture de la vaccination à l'ensemble de la population le 15 juin, peuvent se faire vacciner les personnels entrant dans l'une des catégories suivantes :

- en centre de vaccination :
 - o personnes âgées de plus de 50 ans
 - o personnes âgées de plus de 16 ans atteintes de comorbidités, ou vivant avec une personne immunodéprimée ; femmes enceintes à partir du deuxième trimestre
 - o depuis le 12 mai : personnes âgées de plus de 18 ans s'il reste des places disponibles près de chez eux pour le lendemain de la prise de rendez-vous.
 - chez un médecin, un pharmacien, ou auprès du médecin du travail de l'établissement :
 - o personnes âgées de plus de 55 ans
- A partir de fin mai, les personnes âgées de plus de 18 ans éligibles à la vaccination pourront également se faire vacciner chez un médecin de ville ou un pharmacien.

Les médecins du travail des établissements d'enseignement supérieur, des organismes de recherche et des CROUS bénéficieront prochainement de possibilités facilitées d'approvisionnement en vaccins destinés aux personnels de plus de 55 ans ; les informations nécessaires leur seront communiquées par le ministère de la santé et des solidarités.

Une autorisation spéciale d'absence (ASA) pour le temps nécessaire pourra être attribuée à un agent qui se rend, sur son temps de travail ou durant ses obligations de service, à un rendez-vous de vaccination, s'il n'a pas la possibilité de prendre rendez-vous à un autre moment et sous réserve des nécessités du service.

■ Etudiants

Les étudiants peuvent bénéficier de la vaccination selon le calendrier et dans les conditions définies ci-dessus.

Afin de permettre la meilleure couverture vaccinale de la population, notamment étudiante, il est demandé aux établissements d'assurer d'ores et déjà une communication importante vis-à-vis des étudiants pour les inciter à se faire vacciner. Le MESRI mettra à disposition des supports de communication adaptables par les établissements

6/ Dialogue social

Les CHSCT des établissements, dans leur formation élargie aux représentants des usagers pour les établissements d'enseignement supérieur, ont vocation à être réunis sur les mesures prises pour la mise en œuvre de ces dispositions.

Les services du Ministère, en lien avec les recteurs de région académique et les recteurs délégués pour l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation, restent pleinement mobilisés pour vous accompagner dans la mise en œuvre de ces consignes.

Pour la ministre et par délégation,
La directrice générale de l'enseignement supérieur
et de l'insertion professionnelle

Anne-Sophie Barthez

6.2. Annexe 2 : Fiche DGESIP sur l'hybridation des enseignements



Direction générale de
l'enseignement supérieur et de
l'insertion professionnelle

PLAN DE CONTINUITE PEDAGOGIQUE

FICHE 10 – HYBRIDER LA FORMATION DANS UN CONTEXTE CONTRAINT

■ **Éléments de définition** – Une formation hybride désigne une organisation des activités pédagogiques qui s'effectuent **à la fois en présentiel et à distance**. Loin d'être une simple juxtaposition d'activités pédagogiques présentielles et à distance, l'hybridation est **un continuum** entre l'ensemble des enseignements proposés aux étudiants.

Au sein de ce *continuum*, la position du curseur entre la part de présence et la part de distance peut être très variable. Elle dépend en effet de nombreux facteurs qu'il appartient à chaque établissement et à chaque équipe pédagogique d'apprécier, en toute autonomie : contraintes de locaux et de « jauge » à ne pas dépasser dans chaque salle ou amphithéâtre, types d'enseignements (théoriques ou pratiques), nombre d'étudiants, année d'études, caractère plus ou moins professionnalisant de la formation etc.

Malgré l'importance de ces contraintes, les établissements ne sont pas démunis. Avec le développement des usages de plateformes LMS (de type Moodle), la plupart des enseignements présentiels intègrent désormais une dimension en ligne qui va de la « simple » mise à disposition de documents PDF, jusqu'à l'organisation de classes virtuelles, de tchats ou de webinaires.

■ **Contexte pédagogique contraint à la rentrée 2020** – A ce stade, et même s'il existe beaucoup d'incertitudes concernant les conditions d'accueil des étudiants dans les établissements d'enseignement supérieur à compter du mois de septembre 2020, une chose semble néanmoins se dessiner : la situation sanitaire pourrait rendre impossible une reprise de l'année dans les conditions habituelles. Le protocole sanitaire emportera ainsi un « mode différent et inédit » d'activité qui ne deviendra évidemment pas la norme dans les années à venir – même si cela peut conduire à faire évoluer certaines pratiques pédagogiques.

Qu'il s'agisse du nombre limité d'étudiants qui pourront vraisemblablement être admis dans un amphithéâtre ou une salle (en raison de la distanciation physique) ou des contraintes pesant sur les modes de circulation qu'il conviendra de sécuriser, les modes d'enseignement devront nécessairement s'adapter et recourir, dans une mesure qui dépend de chaque équipe pédagogique, à des outils numériques. Ceux-ci n'ont évidemment pas vocation à devenir la norme et à remplacer, à terme, toutes les activités en présentiel. Mais ces outils numériques doivent permettre, aujourd'hui, d'assurer une continuité pédagogique en période de crise sanitaire et, demain, de mieux scénariser nos enseignements, de les rendre plus aisément accessibles à des publics divers (particulièrement en formation continue) et, enfin et surtout, de valoriser et rendre plus interactifs encore les enseignements en présentiel qui demeureront essentiels.

■ **La « mesure » du distanciel** – La réflexion à mener dès maintenant dans les équipes pédagogiques doit apporter une réponse à la question suivante : **quelle est la part du présentiel**

absolument nécessaire et la part du distanciel possible ? Comment garantir le maintien du lien pédagogique et de l'acquisition des savoirs et des compétences en cas d'usage important du distanciel ? Même si les conditions d'accueil des campus et des bâtiments seront évidemment déterminantes, il est essentiel de se poser la question « in abstracto » de l'apport du présentiel par rapport au distanciel (et inversement) : pour tel type d'enseignement, de discipline et d'année, cette « heure de cours » en présentiel gagnerait-elle à être dispensée en distanciel (à supposer bien sûr que ce distanciel ne se limite pas à un seul dépôt du cours sur la plate-forme utilisée par l'ENT) ?

Plusieurs questions doivent ainsi être posées :

- **Selon la nature des enseignements :** CM/TD/TP. Le distanciel peut, par exemple, être privilégié pour les formats par nature moins interactifs (de type CM). Mais plus généralement, au sein d'un même enseignement (CM, TD ou TP), certaines heures pourraient être effectuées à distance (par exemple des TD en mode projet, ou des séquences reposant sur le modèle de la classe inversée). Peut également être envisagé un cours se déployant, avec captation vidéo, dans une première salle et retransmission dans une seconde salle.
- **Selon les profils ou besoins des étudiants :** l'hybridation se pose en des termes différents pour des étudiants qui n'ont pas de difficultés d'accès et d'usage du numérique pour apprendre, des étudiants à besoins spécifiques (salariés, sportifs de haut niveau, étudiants en situation d'handicap...) ou en difficulté scolaire.
- **Selon l'avancement des étudiants dans leur cursus de formation :** l'hybridation peut prendre des formes diverses selon que les étudiants sont plus ou moins avancés dans leur cursus et ont déjà plus ou moins appris à travailler en autonomie.
- **Selon les modalités de formation :** les différents publics (formation initiale, formation en apprentissage, formation continue) ont des besoins de flexibilité (et donc notamment d'hybridation) différents.
- **Selon les types de diplômes :** l'hybridation peut être mise en œuvre de façon spécifique pour les Licences, les Masters, les DUT, les Licences professionnelles, etc.
- **Selon l'évolution des conditions sanitaires :** la question de l'hybridation se posera peut-être de façon très différente au semestre 1 (qui est la priorité à ce stade) et au semestre 2.
- **Selon la nature du distanciel :** pour sa partie numérique, l'hybridation peut revêtir un très grand nombre de formats, en cohérence avec les objectifs pédagogiques : documents déposés sur une plate-forme, vidéos asynchrones, classes virtuelles, webinaires, tutorat à distance, etc. La liberté pédagogique s'exerce dans toute sa diversité en présentiel comme à distance.

■ **Prise en charge dans les services d'enseignant** – La question de la prise en charge des activités hybridées dans les services d'enseignement est légitime. Elle appelle une réponse qui relève de l'autonomie de chaque établissement, lequel a le plus souvent déjà adopté un référentiel d'équivalence horaire pour des activités pédagogiques particulières (encadrement de stage, suivi de mémoire, etc.), voire pour l'enseignement à distance.

Le décret n° 2017-619 du 24 avril 2017 complète l'article D. 611-10 du Code de l'Éducation de la manière suivante : « Les enseignements délivrés dans le cadre des formations des établissements d'enseignement supérieur peuvent être dispensés soit en présence des usagers, soit à distance, le cas échéant, sous forme numérique, soit selon des dispositifs associant les deux formes ». Indépendamment des modalités retenues, un enseignement vise les mêmes exigences en termes d'apprentissage et d'accompagnement. Il n'y a donc aucune raison de réduire la prise en compte des heures de service du fait du recours à l'enseignement à distance (la confection du cours et sa mise à disposition nécessitent toujours un encadrement et un accompagnement fort et spécifique de la part de l'enseignant).

■ Évaluations : anticiper une possible situation sous contrainte

Dans l'hypothèse où les regroupements importants d'étudiants en salle d'examen seraient encore difficiles à mettre en place à l'issue du premier semestre et où un nouveau confinement interviendrait à l'automne, il peut être prudent d'anticiper un certain nombre de difficultés. Dans la période où les équipes pédagogiques précisent les modalités d'évaluation des enseignements 2020-2021, il peut être intéressant de prévoir, si nécessaire, une **adaptation des modalités de contrôle des connaissances et des compétences** (qui tiennent compte des contraintes et de l'impact éventuel du distanciel), en veillant au respect du principe d'égalité pour les conditions d'examens finalement retenues.

Devant ces incertitudes et même si des **examens à distance peuvent parfaitement être organisés**, il est **également possible de privilégier le contrôle continu** (en particulier en premier cycle, comme le prévoit l'arrêté Licence de 2018). Il permet d'engager des évaluations sans attendre la fin du semestre et de vérifier par étapes la progression de l'étudiant. Il peut prendre différentes formes en fonction des acquis que l'on cherche à évaluer :

- Proposer des évaluations diagnostiques pour permettre aux étudiants de prendre conscience de leurs besoins d'apprentissage et aux enseignants d'ajuster les activités d'apprentissage ;
- Proposer des « flash test » en début de séance de TD pour vérifier les acquis proposés en cours magistral (présentiel ou distanciel) ;
- Se servir des manipulations de TP pour évaluer le travail des étudiants ;
- Mettre en place des quizz ou QCM à distance sur des temps très courts à partir de banques de questions construites par l'ensemble de l'équipe pédagogique ;
- Mettre en place des travaux individuels ou en groupe à distance avec retour dans un temps limité ;
- Mettre en place des oraux individuels ou en groupe à distance en utilisant les systèmes de visio-conférences disponibles dans l'établissement ;
- Mettre en place des travaux individuels ou en groupe sous la forme de projets tutorés, filés tout au long du semestre, mobilisant des connaissances et des compétences transversales qui seront évaluées en même temps ;
- Favoriser l'auto-évaluation ainsi que l'évaluation par les pairs ;
- Concevoir des évaluations intégratives qui permettent d'évaluer les apprentissages de plusieurs cours.

■ **Aides pour l'hybridation** – L'hybridation ne requiert pas que l'ensemble des enseignants élaborent, individuellement, toutes les ressources numériques qui leur sont nécessaires. Elle peut être grandement facilitée par la prescription de l'enseignant à ses étudiants de **ressources numériques existantes et de qualité**. Ces ressources existent, sont libres de droits et sont nombreuses (env. 34 000 ressources), dans tous les champs disciplinaires. Voici quelques URL qui les recensent :

- Les Universités Numériques Thématiques : <http://univ-numerique.fr/>
- France Université Numérique – Moocs : <https://www.fun-mooc.fr/>
- France Université Numérique « Je contribue » : <http://www.fun-ressources.fr/>
- Sup-numérique : <http://www.sup-numerique.gouv.fr/>
- Vidéothèque numérique de l'enseignement supérieur <https://www.canal-u.tv/>

Les établissements disposent dans la grande majorité de **services d'appui** efficaces dans les usages du numérique en pédagogie (qui ont notamment été renforcés dans les dernières années avec les projets PIA3 NCU lancés par l'Etat), souvent organisés en réseaux :

- Services de formation à distance : <http://www.fied.fr>
- Services TICE et audiovisuels : <https://www.anstia.fr>
- Services Universitaires de Pédagogie (SUP) : <https://www.reseaudessup.fr>

13 mars 2020 - Contact : continuite-pedagogique-covid19@enseignementsup.gouv.fr

Ces services travaillent au quotidien à l'accompagnement des enseignants dans leurs pratiques pédagogiques (ateliers de formations, organisation de temps de partages, kits pédagogiques, soutiens individualisés, ...). Plus encore dans un contexte contraint comme celui que nous connaissons, ils sont d'une aide essentielle pour accompagner les enseignants dans leurs projets d'hybridation et pour leur mise en œuvre.

Enfin, un travail est actuellement en cours avec les **UNT et le GIP Fun-Mooc** afin de pouvoir très rapidement proposer, sur **Fun-Campus**, des ressources pédagogiques qui permettront d'hybrider les enseignements, voire d'organiser un enseignement entièrement à distance pour les étudiants internationaux qui ne pourront se rendre en France durant le premier semestre. Par ailleurs, un **MOOC « Apprendre à enseigner à distance »** devrait rapidement être mis à disposition des équipes pédagogiques.

■ Documentation en ligne

- [1] : 14 composantes d'un dispositif hybride (enquête menée auprès de 6 pays européens dans le cadre du projet de recherche Hy-Sup, 2009-2012) : <http://prac-hysup.univ-lyon1.fr/webapp/website/website.html?id=1578544&read=true&pageId=1730>
- [2] : Développer un cours en formation hybride. <https://www.enseigner.ulaval.ca/ressources-pedagogiques/developper-un-cours-en-formation-hybride>
- [3] : Prendre de la distance ! Enjeux pédagogiques d'un parcours de formation hybride. Archambault, M. (2019). <https://www.youtube.com/watch?v=lvxbctkgnk4&feature=youtu.be>
- [4] : Et pour aller plus loin : revue *Distances et Médiations des Savoirs* (avec le soutien du CNED) : <https://journals.openedition.org/dms/>
- [5] : Guide de mise en pratique de l'enseignement hybride <http://e-learningbretagne.blogspot.com/archive/2017/04/05/guide-de-mise-en-pratique-de-l-enseignement-hybride-3090352.html>
- [6] : Guide des bonnes pratiques de l'enseignement en ligne <https://www.enseigner.ulaval.ca/guide-web/guide-des-bonnes-pratiques-de-l-enseignement-en-ligne>
- [7] : Outil d'aide à la décision pour les examens à distance (UNESS-Université Numérique-FIED, 2020) : <https://ressources.uness.fr/data/pdf/modalites-examen-a-distance.pdf>
- [8] : Rythme de l'enseignement hybride au cours des cinq semaines de formation, dans Enseignement hybride d'un module d'informatique pour non spécialistes. Vincent Berry, Philippe Gassin, Johanna Bezeghiche, Claude Causse et Olivier Ducos. Actes de la 9ème conférence des Technologies de l'Information et de la Communication pour l'Enseignement (TICE 2014) : https://www.researchgate.net/figure/Rythme-de-l-enseignement-hybride-au-cours-des-cinq-semaines-de-formation_fig2_281298805
- [9] : Vers une typologie des dispositifs hybrides de formation en enseignement supérieur (Burton *et al.*, 2011) : <https://www.cairn.info/revue-distances-et-savoirs-2011-1-page-69.htm?contenu=article>

